LAURENCE FONTAINE

LE MARCHÉ

Histoire et usages d'une conquête sociale



DU MÊME AUTEUR

- HISTOIRE DU COLPORTAGE EN EUROPE, XV°-XIX° SIÈCLE, Albin Michel, 1993.
- POUVOIR, IDENTITÉS ET MIGRATIONS DANS LES HAUTES VAL-LÉES DES ALPES OCCIDENTALES. XVII^e-XVIII^e siècle, Presses universitaires de Grenoble, 2003.
- L'ÉCONOMIE MORALE. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle, Gallimard, coll. NRF Essais, 2008.
- LES PARADOXES DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE. À qui profitent les règles ? (dir. avec Florence Weber), Karthala, 2010.

nrf essais



Laurence Fontaine

Le Marché

Histoire et usages d'une conquête sociale



Gallimard

Fontaine, Laurence (1946-)

Histoire:

Histoire de l'Europe d'Ancien Régime : histoire économique : France, Angleterre, Pays-Bas ; Histoire contemporaine : histoire économique : pays émergents.

Sciences sociales :

Économie : Systèmes et théories : capitalisme : marché ; école classique : Smith ; Économie du travail, des finances : marché du travail ; main-d'œuvre féminine ; Économie financière : crédit ; prêt ; monnaie ; micro-crédit.

© Éditions Gallimard, 2014.

Introduction

Il me fallait un commencement. J'en avais imaginé un, qui me convenait, mais il m'est apparu qu'il était déjà pris :

Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre des marchés. Pour le traquer, toutes les puissances de la vieille Europe se sont liguées en une sainte chasse à courre : le pape et les présidents de la République, la droite nationale-populiste et la gauche radicale-communiste, des radicaux grecs et des politiciens bruxellois.

À dire le vrai, c'est plutôt à Jean-Paul Sartre que j'emprunterai, sinon mon commencement, du moins le fil directeur. Je voudrais raconter à mon tour l'histoire du Diable et du Bon Dieu. Mais à peine ai-je soutenu cette prétention que je peine à camper les personnages de la pièce. En effet, il n'est de jour qui passe sans que soient voués aux gémonies « les marchés ». Qui ? Les marchés, vous dis-je. En un curieux retour de flamme ultra-structuraliste, voici désormais que l'on proclame non plus la fin de l'Histoire, mais, au contraire, son grand retour sous la figure, d'après une célèbre formule du philosophe marxiste Louis Althusser, d'un « procès sans sujet ». Nous y voilà: les marchés sont désormais l'incarnation suprême d'un capitalisme anonyme, apatride, dévastateur des êtres et des vies. À y regarder de près, ces marchés cessent d'être anonymes pour s'incarner en des institutions financières, des fonds de placement, des investisseurs institutionnels et autres organismes de prêt qui ont, pour nous autres gens sans qualité, le visage très incarné du guichetier de notre banque ou de notre responsable de compte. Le pluriel « des marchés » n'a pas pour avantage seul de mettre à distance les activités jugées répréhensibles d'institutions dont nous sommes les clients; il a le grand désavantage de ne plus permettre de penser, de réfléchir, de comprendre, donc d'agir.

Nul ne pouvant dater historiquement le moment où le pluriel l'aurait emporté sur le singulier, je demeure, pour ma part, fidèle au singulier : le marché, qui est mon objet de recherche historique depuis longtemps. L'avantage que je trouve à parler de mon objet au singulier, c'est de poser l'unité, voire l'unicité d'un instrument d'échange, et de le distinguer des usages qui en ont été, sont et seront faits (et pour lesquels alors la forme plurielle pourrait avoir quelque pertinence). Le marché, dans sa fonction première, est bien antérieur au rôle diabolique ou divin qu'on lui attribue de nos jours.

Dans la première définition, celle du dictionnaire de l'ancien français et de ses dialectes, le mot marché, dit marchié, n'a qu'un seul sens, celui de « vente, achat à un prix débattu »1. Plus tard, les définitions des dictionnaires incorporeront ce que l'histoire a construit comme l'espace où se tiennent les échanges marchands² et l'*Encyclopédie* réunira les deux sens : celui particulier de la « place publique dans un bourg ou une ville où [l']on expose des denrées en vente » et celui plus général de « traité par le moyen duquel on échange, on troque, on achète quelque chose, ou l'on fait quelque acte de commerce ». Dans ce sens général, que je reprends, et hors de l'exercice de la seule finance, le mot « marché » est une modalité des échanges caractérisée par le fait que les biens échangés font l'objet d'une discussion sur l'estimation de leur valeur suivie d'un accord ; discussion qui s'oppose à l'échange aristocratique fondé sur la prééminence de la noblesse qui, de droit, en dicte les termes. Les enjeux de la fixation du prix dépassent alors le seul domaine de l'économie pour toucher à l'organisation même des sociétés. Or, jusqu'à la Révolution française, la société vit dans une économie de nature aristocratique. Mais cette économie, fondée sur le don et le privilège, n'en est pas moins une économie de marché³. Une des tensions majeures de l'époque vient précisément du fait que le pays vit sous un régime politique aristocratique, alors que sa richesse est irriguée par l'économie marchande. Si la Révolution française a mis à bas le pouvoir aristocratique, elle n'a pas touché aux autres institutions qui ont continué à vivre avec des régimes d'autorité traditionnels. Ainsi, entre autres, la famille est restée patriarcale et le monde du travail soumis aux patrons.

En revanche, avec la fin de la domination politique aristocratique, les marchands et les industriels ont gagné une liberté économique sans entrave ainsi que le droit de faire fructifier l'argent. L'industrialisation s'est alors accélérée au XIX^e siècle, sans contrôle, exacerbant ce capitalisme industriel qui transformait l'homme et son travail en marchandise. Marx, aunant la violence sociale qu'impliquait cette liberté du marché, a postulé que les victimes seraient les mieux à même de rompre avec cette exploitation et fit du prolétariat la figure eschatologique d'une société à venir sans classes ni castes. Cette mission émancipatrice politique est de fait subordonnée au statut de domination économique de ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail. Ainsi se trouvait forgée jusqu'à nos jours la dissociation, plus encore que la dichotomie, entre l'économique et le politique⁴.

Cette séparation du politique et de l'économique se nourrit d'un riche courant de théoriciens. L'œuvre de Polanyi, dont beaucoup se réclament, est en cela exemplaire. Écrite pendant la montée du fascisme et alors que la grande crise des années 1930 secoue l'Europe, il théorise à nouveau dans La Grande Transformation, publiée en 1944, cette séparation du politique et de l'économique qui aurait eu lieu au cours du xix^e siècle⁵. Sa notion essentielle est celle de « désencastrement » — l'arrachement de l'économie aux autres activités humaines, sa mise en surplomb de toutes les autres et son autonomisation absolue. Dans ce schéma de la « Grande Transformation » aux origines politiques et économiques de notre temps, il y a donc comme une dramaturgie de l'avant (un ordre social traditionnel, où l'économie serait insérée

dans des valeurs qui permettraient à l'homme de donner un sens à sa vie au sein d'une communauté) et un après (notre monde d'aujourd'hui, où le marché se pose en élément autorégulateur, indépendant de toute autre fonction sociale qu'il entend subordonner, notamment la terre, le travail et l'argent).

Sans nier un seul instant la nouveauté de l'éclairage que Polanyi apportait à des contemporains ahuris par une crise économique mondiale qui venait de déboucher, entre autres, sur une guerre mondiale elle aussi d'une effroyable violence, force est de constater que de nouveaux acteurs — les femmes, les colonisés, les exclus du travail salarié — ont complexifié les luttes politiques et l'analyse des groupes sociaux. Globalisation, désindustrialisation, craquements de l'État providence, émergence des problèmes de l'environnement et crise de la démocratie sont devenus les réalités du XXI^e siècle.

Je passe, avec mes bottes de sept lieues, sur ce que tout lecteur sait désormais : l'effondrement des figures sociales historiques, à commencer par la classe ouvrière, n'a pas entraîné celui de l'organisation capitaliste du monde, et la fin de la guerre froide a permis une approche nouvelle des classes sociales non plus selon l'ordre objectif de leur place dans le processus de production, mais éclairant le rôle du discours qui délimite les frontières du groupe, départage ceux qui en font partie des autres et institue qui avait droit de parler en son nom. L'« unité » de la classe ouvrière est alors apparue comme un acteur fictif né de la volonté politique. Sortant du non-dit, l'exclusion de la femme est devenue une question. Elle a mis au jour les présupposés qui la placaient du côté de la sphère privée du travail domestique et de l'affectivité, et qui réservait à l'homme le travail reconnu et la sphère publique de la politique. Il est devenu difficile de comprendre l'identité ouvrière sans étudier également la construction des identités masculines et féminines, la sexualité et la famille⁶. l'en viens à l'essentiel : l'importance que revêt désormais la subjectivation du sujet, c'est-à-dire sa lutte pour la reconnaissance de sa dignité, de son droit à avoir des droits comme tout autre, de sa volonté de se montrer capable — capable

de prendre son destin en main, d'accéder à une vie dont il déterminera, lui, la décence, de vivre apaisé sa part d'égale humanité. Voilà qui excède amplement la définition autrefois donnée par les marxistes de « l'intérêt de classe »⁷.

Cela, que la philosophie politique contemporaine redécouvre non plus dans l'empyrée des concepts et l'éthéré des idées, mais sous la pression de l'émergence de pays nouveaux venus dans le concert des puissances industrielles, articulant les théories de la justice aux questions, par exemple, du micro-crédit, cela, dis-je, je le lis, le vois, le hume déjà dans mes archives. En effet, je ne suis pas partie à la recherche d'un temps non retrouvable d'une harmonie postulée plus encore que disparue du fait du désencastrement (les régimes d'autorité et de privilèges d'alors ne laissaient guère de libertés et de droits au tiers état comme aux travailleurs ; quant aux femmes, elles étaient doublement asservies par la société et par la famille patriarcale), mais plutôt, du côté de chez Smith et Condorcet, à l'écoute des volontés d'alors, au XVIII^e siècle, de faire en sorte que le marché aidât l'homme à accéder à lui-même, à ce que Kant appelait d'un mot superbe sa « majorité ».

J'y découvre alors une économie vivante, à hauteur d'homme, au sens où je les vois tels qu'ils sont, ces hommes et ces femmes qui veulent améliorer leur sort et ceux des leurs par l'échange de menus biens ou de produits coûteux, et non tels qu'ils devraient être, aux antipodes rêvés mais jamais avérés de l'économie aujourd'hui dominante, formalisant des anticipations rationnelles alors que les agents économiques, êtres de chair et de sentiments, plus que de seule raison, choisissent à chaque instant ce qui leur semble rationnel et qui n'est pas, loin s'en faut, la rationalité abstraite de la théorie.

J'entends retrouver, à partir d'une analyse du marché qui renoue avec la pensée économique du XVIII^e siècle, l'ambition qui était celle d'Adam Smith lorsqu'il fixait à l'« Économie politique » « deux objets distincts : le premier, de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu et cette subsistance abondante ; le

second, de fournir à l'État ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public ». On est bien loin, avec ce programme, du Smith repoussoir libéral, cité à tout va et réduit à une seule phrase sortie de son contexte, celle sur l'égoïsme du boucher, du brasseur ou du boulanger qui justifierait le marché autorégulé⁸.

Puisque Adam Smith sera notre compagnon de route, considérons quelques instants sa démarche car elle fonde la modernité de son propos. Smith réfléchit dans un monde où partout l'économie de marché est une réalité mais où les gouvernements ne sont pas tous responsables devant la nation et où le pouvoir et la culture aristocratiques sont également plus ou moins prégnants selon les États. Il a une vision du monde dans sa globalité de l'époque, réfléchissant sur les colonies comme sur les spécificités des régimes indiens et chinois. Il pense de manière comparative et discute des différences dans la nature des États européens en opposant les gouvernements aristocratiques de la péninsule Ibérique à l'Angleterre beaucoup plus marchande et même à la France écartelée entre les deux systèmes. C'est dans le cadre des relations entre les États, des politiques qu'ils conduisent chez eux, entre eux et avec leurs colonies qu'il réfléchit aux forces et aux faiblesses de l'économie de marché.

Sa démarche est d'économie politique, précise-t-il, elle est destinée au législateur et à l'homme d'État et se propose « d'enrichir à la fois le peuple et le souverain » 9. Cette ambition s'affiche notamment dans le livre IV: il y oppose le système mercantile aux autres systèmes de pensée de son époque et, en particulier, au système quesnaysien, alors en vogue en France, qui présente la terre comme la seule source de revenu et de richesse d'un pays. Il critique également la pensée monétariste dont il renverse la perspective : ce n'est pas la possession de l'or qui produit la richesse mais le travail que le capital permet de mettre en œuvre qui attire, lui, la vraie richesse. De fait il expédie Quesnay en quelques pages et consacre toute sa réflexion au système mercantile. Il réfléchit à un moment où coexistent un capitalisme marchand qui a réussi à se créer des monopoles dans certains États et dans certaines branches et un capitalisme industriel sauvage, au sens où il est fort peu régulé mais s'enchâsse dans un système corporatif.

Par-delà les spécificités de l'époque dans laquelle Smith écrit, toute sa réflexion vise à comprendre pourquoi le capitalisme, qu'il nomme système mercantile, est le meilleur des systèmes, et comment les hommes et les États peuvent en faire la pire des choses. Il analyse, d'un côté, les logiques du marché et, de l'autre, la manière dont les individus en usent. En ce sens, sa réflexion m'a guidée dans ma recherche car elle en a dicté l'actualité : fonder la liberté et la dignité de l'homme sur la capacité donnée à chacun de se procurer par lui-même des revenus suffisants. Ce qu'Amartya Sen appelle aujourd'hui (nous aurons l'occasion d'y revenir) la « capabilité » 10, les prodromes en sont à sa manière déjà chez Smith, quand son attention à la liberté et à la dignité des hommes le conduit à développer la notion de service public, à analyser les tâches que le marché ne saurait accomplir correctement et que l'État se doit en conséquence d'assumer, en sorte que le législateur se tient au premier plan de ses interlocuteurs¹¹. Outre les logiques des différentes économies politiques, il cherche à comprendre comment les diverses expériences de la vie façonnent à tous les niveaux les comportements humains et ses systèmes de morale et de conduite. Il analyse alors les expériences concrètes du travail, tant du côté des gestionnaires que des ouvriers, et il n'oublie pas que l'homme s'inscrit dans le futur et qu'une frontière sépare les pauvres qui n'ont que leur travail pour vivre et sont à la merci de la moindre crise économique, de ceux qui ont un statut, ou du bien, et qui ne vivent pas dans la crainte et l'urgence du lendemain¹².

Cette approche qui historicise les comportements et les valeurs qui les sous-tendent, qui les enchâssent dans des institutions et des expériences individuelles et collectives, je l'ai faite mienne. Faire retour sur cette époque unique dans l'histoire de l'Occident où la pensée progressiste ne condamne pas le marché, mais le place au centre de sa réflexion sur les manières d'améliorer le sort matériel, intellectuel et politique de chacun se révèle un terreau fertile pour imaginer un XXI^e siècle respectueux de l'égale dignité des êtres.

Chapitre premier

RELIGION ET MARCHÉ

La Moscovie voudrait descendre de son despotisme et ne le peut pas. [...] Le commerce même contredit ses lois. Le peuple n'est composé que d'esclaves attachés aux terres, et d'esclaves qu'on appelle ecclésiastiques ou gentilhommes, parce qu'ils sont les seigneurs de ces esclaves. Il ne reste donc guère personne pour le tiersétat, qui doit former les ouvriers et les marchands.

MONTESQUIEU, De l'esprit des lois, livre XXII, chap. 14

Dans Le Marchand de Venise, Shakespeare a mis en scène ce qui se joue dans le débat sur l'usure : la volonté de brider la société de marché dont le développement menace de détruire les sociétés à statut. De fait, posséder de l'argent et la capacité de s'enrichir en jouant sur le temps ne peut que poser problème aux élites fondées sur le pouvoir politique ou religieux qui voient se former, à côté d'elles, une nouvelle classe d'hommes dont la richesse monétaire risque de surpasser la leur. En outre, celui qui possède l'argent possède aussi la capacité d'offrir du travail, et, avec lui, la liberté de consommer de nouveaux produits et d'acquérir de nouveaux objets. Dans ce processus se crée un autre modèle de société, fondé sur des valeurs qui rivalisent avec celles des élites traditionnelles comme le travail contre l'oisiveté, le marché contre le don, le crédit contre la charité. Il permet l'expression des désirs individuels et, avec lui, sème les germes des aspirations à la liberté. L'expression de Max Weber

« le marché rend libre » est une réalité historique. En Europe, les deux économies politiques, l'aristocratique et la marchande, se sont affrontées avec violence au nom des valeurs qui les constituaient ; la première cherchant à cantonner la seconde¹. À une époque où la religion fondait le pouvoir, c'est à travers elle que les prêtres et les guerriers se sont protégés des atteintes prévisibles aux racines de leur domination que menaçaient les potentialités de l'économie capitaliste.

Retracer l'histoire fondatrice des liens entre les religions et le marché, c'est comprendre le chromatisme de nos relations actuelles à l'économie. Mais relire les textes et les débats au prisme des enjeux politiques et sociaux qu'ils portent ne permet guère de marquer une différence entre l'économie de marché et le capitalisme. Je ne fais pas naître celuici, comme Braudel le fait à la suite de Max Weber, au XIX^e siècle car, dès que l'argent circule et que son usage peut être vendu ou loué, il y a possible accumulation et constitution de capital et, partant, capacité d'enrichissement rapide de ses détenteurs. Certes, les capitalismes sont divers selon les époques et ils sont aussi colorés avec les cultures dans lesquelles ils se développent. Mais leur puissance de remise en cause des sociétés à statut comme celles de l'Europe moderne où dominaient guerriers et prêtres est partout la même.

BRIDER LE CAPITALISME

L'opposition des grandes religions monothéistes

Parce que le prêt à intérêt est le moteur du capitalisme, les trois grandes religions monothéistes l'ont condamné. L'Ancien Testament interdit de prêter à intérêt à ses frères mais l'autorise avec des étrangers. Les lois de Moïse disent: Non foenerabis fratri tuo ad usuram pecuniam, ne fruges, ne quamlibet aliam rem, sed alieno (Tu ne prêteras point à ton frère à intérêt, ni de l'argent, ni des fruits, ni aucune autre chose mais à l'étranger).

Ézéchiel met en avant le juste qui ne prend jamais d'usure et conclut que quiconque traite à usure ne doit pas vivre. Quand le roi David demande qui vivra dans le tabernacle du Seigneur, le psaume 15:5 répond que le juste aidera ses voisins et ne prêtera pas à intérêt². Dans la religion musulmane, la sourate *Al-Baqara* du Coran dit que Dieu autorise la vente et prohibe l'usure (*ribâ*). Le verset 275 l'explicite :

Ceux qui mangent [pratiquent] de l'intérêt usuraire ne se tiennent [au jour du Jugement dernier] que comme se tient celui que le toucher de Satan a bouleversé. Cela, parce qu'ils disent : « Le commerce est tout à fait comme l'intérêt. » Alors qu'Allah a rendu licite le commerce, et illicite l'intérêt. Celui, donc, qui cesse dès que lui est venue une exhortation de son Seigneur, peut conserver ce qu'il a acquis auparavant ; et son affaire dépend d'Allah. Mais quiconque récidive... alors les voilà, les gens du Feu! Ils y demeureront éternellement.

Et le verset 276 ajoute : « Allah anéantit l'intérêt usuraire et fait fructifier les aumônes. Et Allah n'aime pas le mécréant pécheur³. »

La tradition chrétienne s'appuie sur les enseignements de l'Ancien Testament et sur l'injonction de Luc : *Mutuum date, nihil inde sperantes* (Prêtez-vous les uns aux autres sans rien en attendre)⁴. À ces textes, on peut ajouter celui de Matthieu qui rappelle avec force l'opposition de la société aristocratique et chrétienne qui vit de la nature telle que Dieu l'a créée à la société fondée sur le marché qui vise à la transformer pour son propre usage et développement :

Nul ne peut servir deux maîtres: car ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et la Richesse.

C'est pourquoi je vous dis : Ne vous inquiétez pas pour votre âme de ce que vous mangerez ou de ce que vous boirez, ni pour votre corps de quoi vous le vêtirez. L'âme n'est-elle pas plus que la nourriture, et le corps plus que le vêtement ?

Regardez les oiseaux du ciel, qui ne sèment ni ne moissonnent et n'amassent rien dans des greniers, et votre Père céleste les nourrit. Ne valez-vous pas beaucoup plus qu'eux?

Qui de vous, à force de soucis, pourrait ajouter une seule coudée à la longueur de sa vie ?

Et pourquoi vous inquiétez-vous pour le vêtement? Observez les lis des champs, comment ils croissent: il ne peinent ni ne filent⁵.

Matthieu, dans son Évangile, oppose Dieu à la richesse ; il décrit un paradis, dans lequel les hommes n'auraient rien à gérer, aucun travail, aucun sacrifice à faire, pour obtenir leur nourriture. Fruits de la création de Dieu, les hommes devraient s'en tenir à la loi commune aux plantes et aux oiseaux. Mais sa fiction est aux antipodes du monde réel puisqu'elle annihile le désir individuel et l'échange entre les hommes au profit du Dieu qui pourvoit à tout.

Dans ces textes, l'Église dit son aversion pour l'échange qui porte le marché et, plus généralement, la vie économique. De fait, le marché est le ferment d'une possible révolution sociale car il construit des valeurs et des hiérarchies totalement différentes de celles prônées par la religion. Il oblige chacun à la mise à distance de la satisfaction de ses désirs dans la discussion qui entoure l'échange alors que, pour les prêtres, Dieu donne. Quant aux aristocrates qui gouvernent, ils prennent ce qu'ils désirent. La religion a donc porté un système de gouvernement des hommes qui a réprimé non seulement la sexualité mais également la liberté de choisir ses échanges. On comprend que l'Église ait créé cette fiction car dans le choix et dans les sacrifices consentis pour acquérir le bien désiré, l'homme prend son autonomie, une existence propre, et il échappe ainsi à la « fusion » avec Dieu que décrit l'Évangile, à sa toute-puissance, puisque ce n'est plus Dieu qui donne mais l'homme qui choisit et qui choisit les sacrifices qu'il accepte de faire, en particulier avec son travail, pour obtenir ce qu'il désire. Prendre et donner, qui sont les modes d'acquisition par excellence des sociétés fondées sur la religion, ne participent pas de l'échange marchand, car les objets qui circulent ainsi n'ont pas été discutés pour en estimer la valeur. Pour asseoir son pouvoir, la religion entend donc contrôler le désir individuel, tous les désirs : le désir sexuel et celui de choisir les objets grâce auxquels les individus construisent leur individualité et déterminent leur mode de vie, car l'acquisition d'objets est intimement liée à la construction de la subjectivité. Shakespeare le souligne quand il fait dire au roi Lear :

Réduisez la nature aux besoins de nature et l'homme est une bête : sa vie ne vaut pas plus⁶.

À partir du moment où une monnaie fluidifie les échanges, celui qui la possède peut acheter de tout et également le travail des hommes. Là se place le rôle crucial du prêt à intérêt car ce dernier démultiplie la puissance de l'argent en faisant travailler le temps. Cette capacité, qui signe la naissance du capitalisme, a deux conséquences : d'une part, elle crée des inégalités autres que celles que Dieu a créées ; d'autre part, elle permet d'acheter le pouvoir. On comprend que pour se préserver les sociétés à statut luttent contre le marché et se réclament d'un ordre divin car la société de marché annonce la possibilité d'une société sans Dieu.

Ce heurt entre des conceptions radicalement antagonistes de la société est la toile de fond des évolutions et des différentes relations entre l'économie et la religion. Entre l'Antiquité et la mise à bas des pouvoirs aristocratiques en Europe, l'histoire raconte comment le capitalisme a progressivement gagné droit de cité et chèrement acheté le droit de vivre et de se développer contre les hiérarchies sociales traditionnelles qui ont lutté afin de se préserver.

Au départ, et l'Ancien Testament le dit bien, seuls les étrangers ont droit d'accéder à ce moteur du capitalisme qu'est le prêt à intérêt et, pour plus de sûreté, les sociétés aristocratiques ont globalement rejeté le commerce dans les métiers infâmes et ont interdit le prêt d'argent avec intérêt à toute personne qui serait susceptible, avec sa fortune, de confisquer le pouvoir à son profit. C'est ce qui explique pourquoi les seuls groupes sociaux autorisés à prêter à inté-

rêt sont toujours des étrangers, des exclus de la cité, donc des individus qui ne peuvent prétendre participer au jeu politique et jouir des droits politiques. En Grèce, commerce et finance étaient interdits aux citoyens et laissés aux métèques, et les grandes nations aristocratiques de l'Europe moderne ont également vite cantonné la finance dans les mains des seuls étrangers. Il s'agissait d'affirmer clairement la prééminence du religieux et du politique sur l'économique, et ce, de la plus radicale des manières, en refusant la citoyenneté à tous ceux qui font de l'argent leur métier.

LES PREMIÈRES BRÈCHES DANS LA SOCIÉTÉ D'ORDRE

Je n'entrerai pas ici dans le débat qui a traversé les travaux des médiévistes. Il s'est fondé, à la suite de la pensée marxiste, sur la séparation du politique et de l'économique. Ceux qui se sont rangés du côté de la séparation des sphères ont refusé à l'économie le statut même d'objet d'étude, du moins pour les époques les plus anciennes, et leurs travaux se sont attachés à montrer comment la morale chrétienne a dû évoluer au contact du développement de la société laïque et, en particulier, du monde marchand. D'autres historiens, autour de Giacomo Todeschini, ont refusé d'écrire une histoire qui théoriserait le champ de l'économique puisqu'ils considèrent, à la suite de Polanyi, que l'économie ne se « désencastre » pas des liens sociaux avant la révolution industrielle⁷. (Je reviendrai sur ces catégories par un autre biais à la fin de ce chapitre.) Je voudrais ici relire les textes mis en avant par ce dernier courant non, comme ces auteurs le font, pour suivre et discuter l'univers de concepts et de valeurs qu'ils dessinent, mais au contraire pour articuler ce qu'ils disent des échanges matériels à la distribution du pouvoir et aux hiérarchies sociales du monde dans lequel ils vivent et écrivent. C'est donc en termes d'économie politi-





Le Marché Laurence Fontaine

Cette édition électronique du livre *Le Marché* de Laurence Fontaine a été réalisée le 25 novembre 2013 par les Éditions Gallimard. Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage, (ISBN: 978-2-07-014358-0 - Numéro d'édition: 260339). Code Sodis: N59718 - ISBN: 978-2-07-252422-6.

Numéro d'édition: 260341.